**Soutien aux syndicalistes d’Argentine**

Depuis l’arrivée de Mauricio MACRI au pouvoir en Argentine, en décembre 2015, nous assistons à une offensive économique néolibérale sans précédent. Macri avait d’ailleurs déclaré, au forum économique de Davos de 2016 que l’Argentine « rejoignait enfin le concert des nations ». Il s’est ensuite empressé de renégocier la dette du pays auprès des fonds vautours – dette que Kristina Kirchner avait refusé de payer en raison de son illégitimité. Il a remis en cause toutes les lois sociales promulguées par les gouvernements kirchneristes successifs, procédé au licenciement, sans préavis de plus de 100.000 fonctionnaires et continuer de rejeter les négociations avec les syndicats.

La CGT a déjà exprimé à plusieurs reprises sa solidarité envers nos collègues argentins, mais la situation est grave. Des manifestations sont organisées quasi-quotidiennement, avec des centaines de milliers de personnes dans les rues. Des arrestations ont eu lieu, avec usage outrancier de la force.

En Argentine, c’est traditionnellement le secteur de l’éducation qui « ouvre le bal » des négociations collectives annuelles (la « *paritaria* »). Les autres secteurs fondent donc leurs propres cahiers revendicatifs sur l’éducation. Or, le blocage étant total, ces secteurs sont, eux-aussi, paralysés, et cette situation perdure depuis l’arrivée de Macri au pouvoir. **C’est l’ensemble du mouvement syndical argentin qui est concerné par la situation actuelle.** Enfin, la criminalisation de l’action syndicale a été poussée à son paroxysme par les menaces de mort envers le principal dirigeant des enseignants et, comble de l’ignominie, des photos de ses enfants ont circulé sur internet, menaces à la clé.

La CGT appelle ses organisations à envoyer un courrier à Mauricio Macri, l’enjoignant à respecter ses engagements nationaux et internationaux. A ces fins, nous vous proposons un modèle de courrier à utiliser à votre convenance, si possible sur papier à votre entête, déjà rédigé en espagnol (traduction jointe).

Nous vous saurions gré de mettre en copie de cet envoi :

1. Hugo YASKY, Secretario General, Confederacion de Trabajadores de Argentina (CTA), courriel: [secretariageneral@cta.org.ar](mailto:secretariageneral@cta.org.ar)
2. Roberto BARADEL, Secretario de Relaciones Internacionales, CTA,

Courriels: [robibaradel@gmail.com](mailto:robibaradel@gmail.com) et [internacional@cta.org.ar](mailto:internacional@cta.org.ar)

1. Pablo MICHELI, Secretario General, Confederacion de Trabajadores de Argentina Autónoma,

Courriels: [pablonmicheli@gmail.com](mailto:pablonmicheli@gmail.com) et [secgeneral@ctanacional.org](mailto:secgeneral@ctanacional.org)

Et en copie cachée à l’espace international de la CGT :

* Stéphanie Bavard : [s.bavard@cgt.fr](mailto:s.bavard@cgt.fr)
* Marie-Christine Naillod : [mc.naillod@cgt.fr](mailto:mc.naillod@cgt.fr)

Merci d’avance.

**Courrier de protestation à adresser à Mauricio Macri :**

Señor Mauricio Macri   
Presidente de la Republica   
Casa Rosada   
Buenos Aires, RA   
Correos: [secretariageneral@presidencia.gob.ar](mailto:secretariageneral@presidencia.gob.ar), [casarosada@argentina.gob.ar](mailto:casarosada@argentina.gob.ar), [mauriciomacri@argentina.gob.ar](mailto:mauriciomacri@argentina.gob.ar)

Señor Presidente,

Nuestra organización sindical, [***à compléter avec le nom de votre organisation***], sigue con mucha preocupación la situación en Argentina en todo lo que se refiere a la convocatoria de la paritaria docente, la cual fija las bases para la negociación en todos los demás sectores.

La Republica argentina ha ratificado varios instrumentos internacionales, entre los cuales los convenios fundamentales de la Organización internacional del Trabajo, e, específicamente, el convenio N°98 sobre negociación colectiva. Hay de constatar que hoy, el gobierno argentino no cumple sus compromisos internacionales y nacionales.

Argentina sufrió mucho de la privatización de varios diferentes sectores públicos a fines del siglo precedente. Nuestra organización da mucha importancia a la defensa del servicio público, en la esfera de la educación y otros, que vemos como factor de progreso social para cualquier país, de preservación de la memoria y de formación de un pensamiento independiente.

Nuestra organización, [***à compléter avec le nom de votre organisation***], le llama a intervenir cuanto antes, para cumplir con la reciente decisión de justicia y lanzar el proceso de la paritaria en Argentina.

Atentamente.

(Prénom et Nom)   
(Titre)  
(Organisation)

***Traduction du courrier pour votre information :***

Monsieur le Président,

Notre organisation syndicale (XXX) suit avec beaucoup d’inquiétude la situation en Argentine, notamment ce qui concerne le lancement des négociations collectives dans le secteur de l’éducation, lesquelles fixent les bases des négociations dans tous les autres secteurs.

La République argentine est signataire de différents instruments internationaux, dont les normes fondamentales de l’Organisation internationale du travail, et notamment la Convention N°98 sur la négociation collective. Force est de constater qu’à l’heure actuelle, le gouvernement argentin ne remplit pas ses engagements nationaux et internationaux.

L’Argentine a beaucoup souffert des privatisations de différents services publics à la fin du siècle dernier. Notre organisation attache une grande importance à la défense du service public, aussi bien l’éducation que les autres, car nous les considérons comme un facteur de progrès social pour tous les pays, de sauvegarde de la mémoire collective et de formation d’une pensée indépendante.

Notre organisation, XXX, vous appelle, Monsieur le Président, à intervenir dans les meilleurs délais, conformément à la récente décision de justice, et à lancer le processus de négociations en Argentine.

Salutations distinguées.